

# A quand une « Stratégie France-Allemagne » ?

## Un champ d'action difficile à labourer

Kai Littmann\*



**La Sarre a lancé sa *Stratégie France (Frankreich-Strategie)* et vise une véritable intégration entre les deux pays. Le programme comprend des innovations surprenantes – comme l'introduction de la langue de Molière comme deuxième langue officielle en Sarre à l'horizon 2043.**

### Kleines Land, großes Projekt

Bis 2043 soll im Saarland, Deutschlands kleinstem Flächenland, neben der deutschen Sprache Französisch als zweite Verkehrs- und Umgangssprache etabliert werden. Das Saarland hat hierfür im Januar 2015 eine Frankreich-Strategie vorgestellt, die der von 2013 an geborenen Generation die Chance geben soll, in drei Jahrzehnten zweisprachig zu sein – pünktlich zum 80. Jahrestag der Unterzeichnung des *Elysée-Vertrags*. Die Sprache des Nachbarlandes soll in allen Kitas und Grundschulen unterrichtet werden.

Red.

Pourquoi 2043 ? La réponse est fort simple : pour que cette petite révolution puisse entrer en vigueur à l'occasion du 80<sup>e</sup> anniversaire du Traité de l'Elysée. D'autres mesures prévues par la *Stratégie France* incluent un rapprochement du monde économique, des échanges au niveau administratif et une forte implication de la société civile des deux côtés.

Au mois de janvier 2015, la Fondation Entente Franco-Allemande (FEFA), la Région Alsace et la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) de Strasbourg et du Bas-Rhin, avaient invité la ministre-présidente de la Sarre, Annegret Kramp-Karrenbauer, pour présenter cette stratégie à la Maison de la Région Alsace à Strasbourg. A cette occasion, Annegret Kramp-Karrenbauer avait proposé à toutes les régions formant désormais la grande région de l'Est de la France (Alsace,

Lorraine, Champagne, Ardennes : ALCA), ainsi qu'aux régions voisines en Allemagne, en Belgique, au Luxembourg et en Suisse, de se joindre à ce projet ambitieux. L'Alsace, la Lorraine, le Pays de Bade, le Palatinat, ainsi que le Nord-Ouest de la Suisse devraient réfléchir quant à une démarche commune qui pourrait augmenter le poids de cette nouvelle région dans le concert des grandes Régions d'Europe. Car l'ALCA et ses voisins constituent l'un des territoires les plus performantes au plan européen – offrant d'énormes possibilités de développement (voir notamment le dossier consacré au Rhin Supérieur dans *Dokumente/Documents 2/2015*).

Si la Sarre s'ouvre jusqu'à introduire la langue française comme deuxième langue officielle, pourquoi ne pas étendre cette perspective sur toute la zone franco-allemande, en la rendant ainsi réellement bilingue et offrant à ses jeunes habitants des opportunités identiques en ce qui concerne l'accès à la formation et à l'emploi, fidèle à l'esprit de la Convention de Saint-Louis signée en 2013 ? Une telle démarche dans le cadre d'un projet commun pourrait même générer des économies, car elle rendrait certaines structures transfrontalières actuelles obsolètes – qui pourraient être remplacées par une structure décentralisée unique dédiée à une telle Stratégie France-Allemagne.

Toutefois, pour l'instant, il ne semble pas que les responsables de la coopération transfrontalière entre la France et l'Allemagne entendent bouger en ce sens. Chacun fait valoir les « énormes progrès » réalisés localement. Seul bémol, ces progrès

\* Kai Littmann est journaliste à Strasbourg et à Kehl.

ne sont pas aussi spectaculaires que les responsables de ces structures veulent le faire croire. Au contraire : le « transfrontalier » est toujours un champ difficile à labourer, les décisions y sont lentes, la continuité dans les projets fait défaut. Trop souvent, ces « progrès » dépendent de la bonne volonté et des compétences interculturelles des acteurs et non pas d'une systématique bien pensée et rôdée.

En lisant le document officiel de la *Stratégie France* de la Sarre, on constate qu'elle traduit ce que le chancelier allemand Gerhard Schröder et le président français Jacques Chirac avaient souhaité de leurs vœux en lançant le projet des Eurodistricts. A l'époque, en 2003, ils avaient voulu mettre en œuvre des « laboratoires européens » censés explorer de nouvelles formes et possibilités de la coopération transfrontalière. Mais à ce jour, aucun des Eurodistricts franco-allemands (ils sont au nombre de cinq : Sarre-Moselle, PAMINA, Strasbourg-Ortenau, Fribourg-Centre-Sud et Bâle-Saint Louis-Lörrach) n'a produit autre chose que de la coopération transfrontalière « classique ». Or, pour bien positionner la nouvelle région ALCA, il conviendrait d'oser l'innovation, quitter les sentiers battus.

### Pour de nouveaux projets ambitieux

La Sarre montre le chemin avec son projet ambitieux et novateur. Au lieu de l'observer faire, ne serait-il pas plus avisé de participer aux travaux et de se fixer des objectifs équivalents pour toute la nouvelle région de l'Est de la France qui, par ce biais, deviendrait l'une des régions les plus européennes du Vieux continent ?

Dans toute la région frontalière entre la France et l'Allemagne, de nombreuses structures de la coopération transfrontalière forment aujourd'hui un « millefeuille administratif » qui a pour trait commun une approche totalement administrative de la « chose transfrontalière ».

La *Stratégie France* prévoit explicitement un nouveau rôle pour les relations entre les administrations et la société civile. Là aussi, il convient de mettre en œuvre des procédures de travail permettant aux sous-régions concernées, d'échanger les meilleures pratiques et ainsi de progresser ensem-

ble. Il est temps d'innover ensemble, de se joindre à la Sarre qui a pour ambition de redéfinir la coopération, voire l'intégration transfrontalière.

Les niveaux auxquels la *Stratégie France* s'applique, sont nombreux. Les acteurs économiques, académiques, culturels et autres sont tous impliqués, ce qui fait que les échanges deviennent omniprésents et, ensuite, naturels. Il est rassurant de voir les acteurs économiques de la Sarre et de Lorraine se concerter sur de nouveaux projets de développement économique et ainsi de participer pleinement à cette *Stratégie France*. C'est en Sarre que l'Europe est en train de faire un bond en avant et cette attitude devrait aussi se matérialiser dans les autres sous-régions formant l'ALCA.



Jean-Georges Mandon (président de la FEFA) et Annegret Kramp-Karrenbauer, ministre-présidente du Land de Sarre

Une « Stratégie France-Allemagne » constituerait une petite révolution dans la coopération européenne, dans le respect mutuel qui fera taire aussi ceux qui craignent que l'un des partenaires puisse profiter plus que les autres de ce type de coopération. La Sarre a accompli le premier pas, l'Alsace, le Pays de Bade, le Palatinat, la Lorraine devraient suivre sur cette voie moderne et européenne. Annegret Kramp-Karrenbauer, lors de la présentation du 21 janvier 2015 à Strasbourg, a été claire : « *Nous tendons la main à tous ceux qui se reconnaissent dans cette démarche et nous invitons toutes les régions de ce nouvel ensemble à joindre nos efforts* ».

Il ne faudra pas attendre trop longtemps et les premiers pas sont déjà accomplis. Ainsi, la Sarre et l'Alsace partagent désormais les mêmes locaux à Bruxelles pour représenter ces régions auprès des institutions européennes. D'autres pas doivent suivre maintenant – pour le plus grand bien de toute cette région franco-allemande et européenne.